

Promouvoir les agricultrices pour lutter contre la faim

Pierre BLANC

Enseignant-chercheur, CIHEAM

La FAO vient de remettre son rapport annuel intitulé « *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2010-2011* »¹. En plus d'une large analyse de la situation des femmes en agriculture, la FAO fait un point sur les tendances de l'alimentation très utile au tournant de cette nouvelle décennie. En fait, ce rapport aborde deux objectifs du millénaire, l'objectif 1 concernant la sécurité alimentaire et l'objectif 3 sur l'égalité des sexes étant entendu que ces deux objectifs ont des évolutions très corrélées. De nombreuses études ont montré que les femmes paysannes jouent un rôle majeur dans la recherche de la sécurité alimentaire.²

Quand les hommes partent, les femmes restent

Sur le rôle des femmes en agriculture, le rapport insiste davantage sur la situation en Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud que sur la zone méditerranéenne. Cependant, concernant cette région, il montre clairement que la part des femmes dans la main-d'œuvre a fortement augmenté, passant de 30% en 1980 à 45% aujourd'hui, et ce, quelles que soient les sous-régions. Le rapport ne donne aucune explication à cette tendance. Mais il apparaît évident qu'elle est liée à la salarisation croissante des agriculteurs hors de l'exploitation – révélant une autre inégalité, celle d'un accès plus fort au salariat chez les hommes - tandis que les femmes restent encore pour beaucoup sur les exploitations. C'est dans les Territoires palestiniens (72%), en Libye (70%), en Jordanie (62%) et en Syrie (60%) que les taux sont les plus élevés. Les hommes sont souvent plus éloignés du foyer du fait de leur travail, en particulier dans les économies liées à la rente pétrolière, directement (production in situ) ou indirectement (émigration).

¹ The State of food and Agriculture 2010/2011, "Women in Agriculture. Closing the gender gap for development", FAO, Roma, 2011.

² Lire en particulier, Habib Ayeub, « La crise de la société rurale en Egypte. La fin du Fellah ? », Karthala, Paris, 2010.

Quand on s'intéresse à la proportion de femmes actives en agriculture au regard de la population féminine active globale, certaines données méritent d'être relevées. Le cas de la Turquie est notoire à ce titre. En effet, dans ce pays où la productivité agricole est très limitée, et où plus du tiers des actifs travaillent dans ce secteur on relève que 66% des femmes actives travaillent encore dans l'agriculture, notamment dans le sud-est anatolien. Cependant au Maroc avec près de 50%, en Egypte avec 39%, l'agriculture est encore le principal gisement d'emplois – souvent précaires - pour les femmes. Quant à l'Albanie, cette part est encore élevée puisqu'elle atteint 42% soit à peu près la même valeur que les actifs agricoles –femmes et hommes confondus – dans la population active agricole totale. Ceci montre en creux que, quoique classé dans les économies en transition, ce pays n'est pas encore vraiment engagé dans celle-ci, du fait d'une industrialisation et d'une tertiarisation à tout le moins poussives.

L'implication des femmes en agriculture est donc bien une réalité. Malheureusement, le rapport fait ressortir très nettement que pour les femmes un moindre accès à la ressource, qu'elle soit foncière, hydrique, financière qu'informative (vulgarisation) et éducative. Autrement dit, des politiques sexo-spécifiques devraient être mises en œuvre pour sortir les femmes paysannes de la plus grande précarité, ce qui reviendrait à lutter contre l'insécurité alimentaire.

La sous-alimentation : une hirondelle ne fait pas le printemps

La sous-alimentation demeure très ancrée dans le monde, même si l'année 2010 a marqué un reflux tant en valeur absolue qu'en valeur relative : le nombre de personnes sous-alimentées qui était de 1,023 milliard en 2009 est repassé à 925 millions en 2010 tandis que la proportion a décru, passant de 18% en 2009 à 16% en 2010. Certes, si on remonte plus loin dans l'histoire la proportion a été divisée par deux depuis 1969, mais la planète demeure encore éloignée du taux de 10% que la Déclaration du millénaire s'était fixé d'ici 2015. Quant au Proche-Orient à l'Afrique du Nord, la faim concernerait environ 7% de leur population. Cependant, il ne fait pas de doute que les différences infrarégionales sont importantes. Quoi de commun entre la Syrie orientale où la sécheresse et l'irrigation mal conduite ont conduit à l'arrivée du Programme alimentaire mondial (PAM) et le Liban voisin où la faim demeure un phénomène exceptionnel ? Le même rapprochement pourrait être réalisé entre le Maroc et la Mauritanie.

En fait, cette tendance à l'amélioration de la situation globale n'annonce pas forcément un processus de recul de la faim durable. En fait, il s'agit-là d'une amélioration de type « mécanique » : après une année de récession quasi généralisée (le PIB mondial s'est contracté de 2% environ), l'année 2010 a en effet permis un léger rebond économique et, partant, une plus grande solvabilité globale des populations. De leur côté, les prix alimentaires ont opéré une légère dégrèvements déjà entamée en 2009. Cependant, derrière ces évolutions très conjoncturelles, les fondamentaux de la faim demeurent : la pauvreté est encore massive et les prix sont loin d'être inscrits dans une trajectoire durable à la baisse. Au contraire même, la FAO relève qu'à partir de juin 2010, les indices des prix des produits alimentaires de base (céréales, huile, sucre) sont repartis à la hausse après un premier semestre de baisse. En Tunisie, au cours du premier trimestre 2011 comparativement à la situation enregistrée un an plus tôt, le prix du blé dur a augmenté de 105%, celui du blé tendre de 90%, celui de l'orge de 88%, celui du sucre de 60% et celui de l'huile végétale de 52%. Cette situation, dans un contexte national marqué par la transition politique, accentue les charges de la caisse générale de compensation qui apporte les subventions sur ces produits alimentaires de base.

De façon plus structurelle, la FAO réaffirme ce qu'elle avait déjà souligné dans un précédent rapport publié conjointement avec l'OCDE en 2010 (Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2010-2019). Ainsi, les prix des produits agricoles au cours de la prochaine décennie devraient en moyenne se porter à des niveaux supérieurs de ceux de la décennie passée (2000-2010). Non seulement cet accroissement semble se confirmer mais la volatilité paraît de plus en plus manifeste. Assurément, la volatilité est une caractéristique des prix agricoles. En effet, en vertu de la Loi de King, on sait que le moindre écart entre l'offre et la demande des matières premières s'accompagne d'une forte variation des prix eu égard à la faible élasticité de la demande par rapport aux prix. Ainsi sur les temps longs, soit une cinquantaine d'années, on a pu observer ces fortes fluctuations.

Cependant, de nouveaux facteurs s'invitent depuis quelques années :

- D'une part, la récurrence plus forte des accidents météorologique dans le contexte des changements climatiques.
- D'autre part, l'articulation de plus en plus évidente des prix agricoles aux prix des énergies, notamment du fait du développement des agro-carburants. Il y a en effet une corrélation élevée entre les coûts de production de l'éthanol à partir du maïs et ceux du pétrole.
- Par ailleurs, la montée en puissance de certaines puissances céréalières de la mer Noire est un facteur supplémentaire de ces fluctuations étant donné la variabilité encore élevée des rendements dans cette zone.
- Enfin, la spéculation qui a toujours existé se nourrit de cette variabilité en l'accroissant de fait.

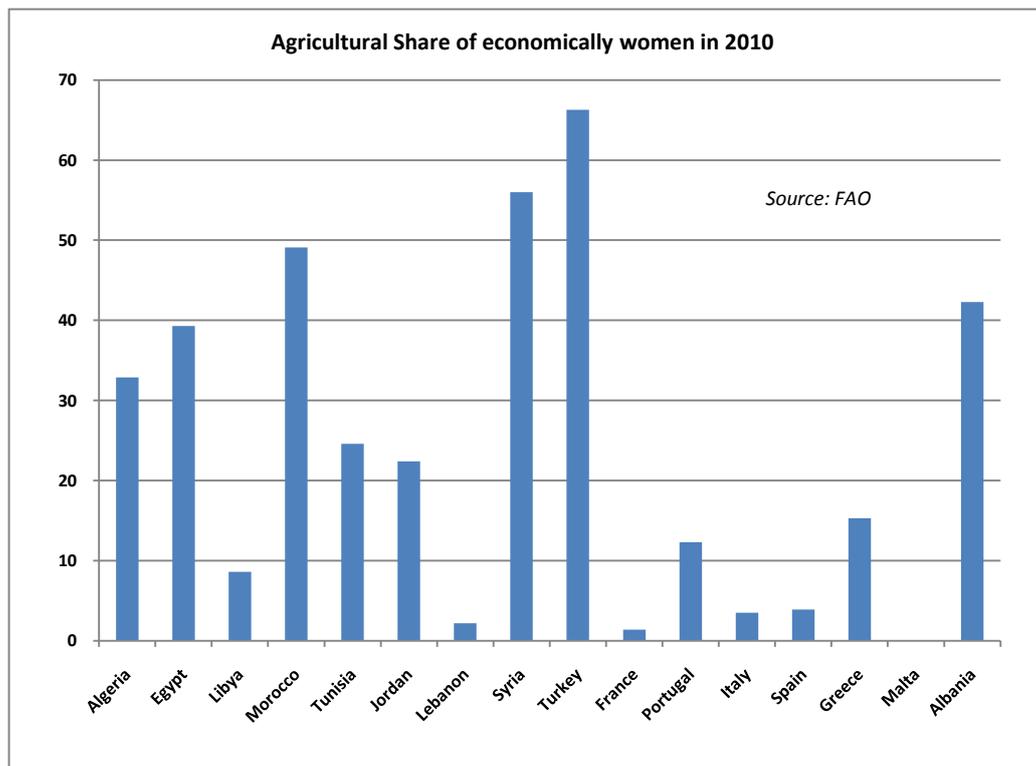
Si les tendances de l'année passée semblaient relativement encourageantes, au moins sur les six premiers mois, celles qui se dessinent restent inquiétantes, en particulier pour les pays du Sud et de l'Est méditerranéen si dépendants des marchés internationaux pour leur consommation en produits de base, au premier chef les céréales.

Certes, des systèmes de subventionnement publics amortissent les fluctuations de prix mais c'est au détriment des capacités budgétaires des Etats de la région. Et puis, avec le renchérissement des prix agricoles, les plus pauvres ont tendance à porter leur consommation vers les produits subventionnés délaissant ceux qui permettent d'équilibrer les rations. En évitant le Charybde de la sous-nutrition, le risque est grand de se heurter au Scylla de la malnutrition.

Annexes

Agricultural Share of economically women			
	1980	1995	2010
Algeria	69,3	51	32,9
Egypt	82,7	55,3	39,3
Libya	62,5	20,9	8,6
Morocco	72,3	59,7	49,1
Tunisia	52,7	37,3	24,6
Jordan	58,5	35,6	22,4
Lebanon	20	7,1	2,2
Syria	78,2	65,8	56
Turkey	87,9	79,1	66,3
France	7,4	3,4	1,4
Portugal	33,6	18,7	12,3
Italy	14,5	7,2	3,5
Spain	18,2	8,2	3,9
Greece	42,3	24,9	15,3
Malta	3,6	0	0
Albania	62,4	55,8	42,3
World	53,5	48,7	42

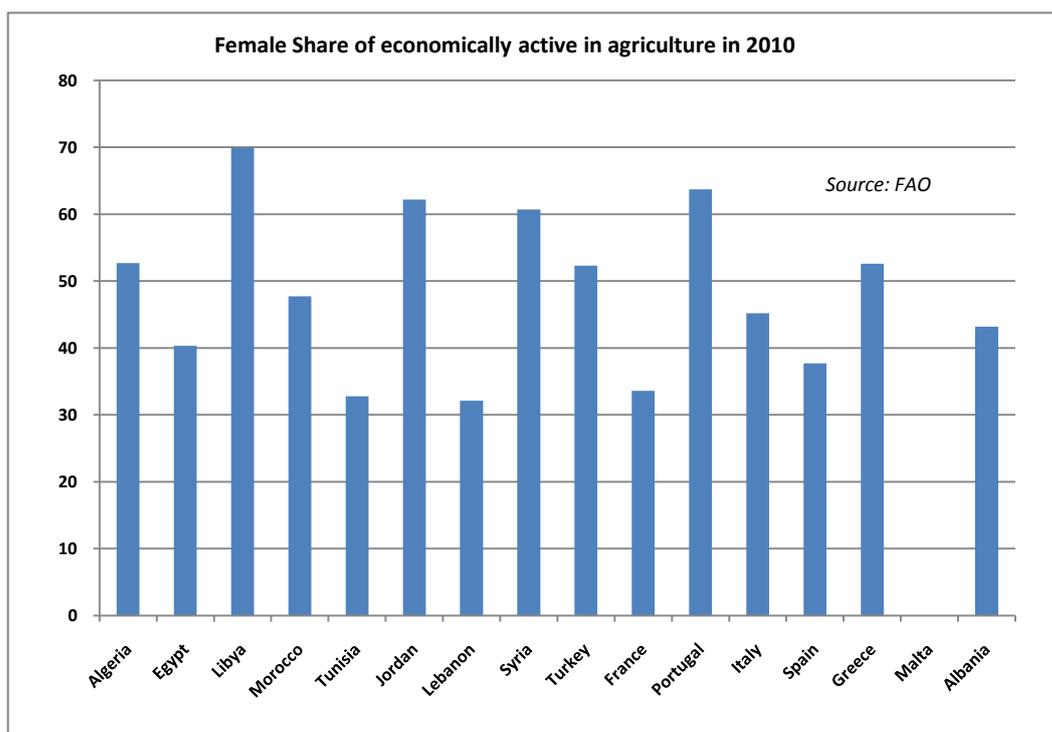
Source: FAO, SOFA 2010-2011



Annexes

Female Share of economically active in agriculture			
	1980	1995	2010
Algeria	41,5	50,4	52,7
Egypt	25,9	34,9	40,3
Libya	37,2	50	69,9
Morocco	29	38,9	47,7
Tunisia	27,1	34,4	32,8
Jordan	41,9	44,3	62,2
Lebanon	28,3	32,8	32,1
Syria	31,7	50,7	60,7
Turkey	40,4	48,2	52,3
France	35,7	35,6	33,6
Portugal	50,9	54,9	63,7
Italy	38,5	38,9	45,2
Spain	28	33,2	37,7
Greece	44,6	46,5	52,6
Malta	10	0	0
Albania	46,6	44,3	43,2
World	40,4	41,9	42,7

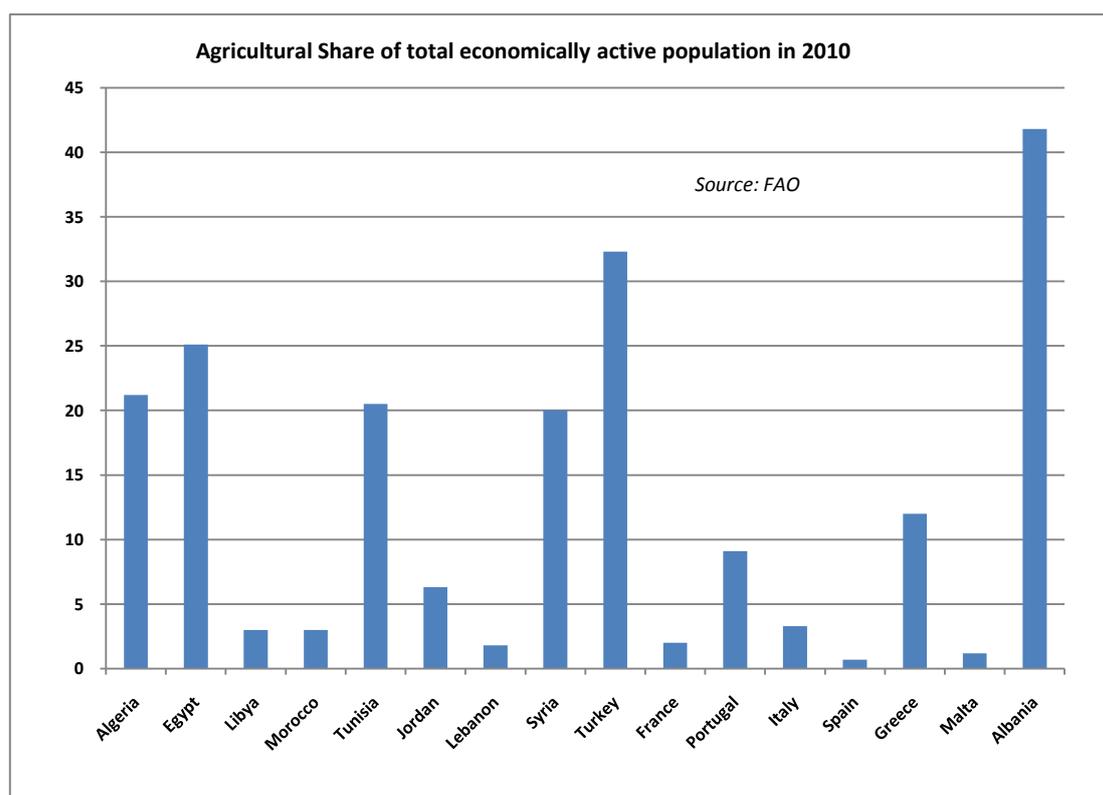
Source: FAO, SOFA 2010-2011



Annexes

Agricultural Share of total economically active population			
	1980	1995	2010
Algeria	35,9	25,9	21,2
Egypt	53,8	35	25,1
Libya	22,4	7,6	3
Morocco	22,4	7,6	3
Tunisia	37	25,4	20,5
Jordan	16,7	11,3	6,3
Lebanon	14	5,1	1,8
Syria	33,6	28,5	20
Turkey	56,2	46,2	32,3
France	8,3	4,3	2
Portugal	26,1	15,2	9,1
Italy	12,6	6,8	3,3
Spain		3,4	0,7
Greece	32,1	19,7	12
Malta	8,3	2,1	1,2
Albania	57,6	51,5	41,8
World	50,4	46,1	39,9

Source: FAO, SOFA 2010-2011





Le CIHEAM a été créé, à l'initiative conjointe de l'OCDE et du Conseil de l'Europe, le 21 mai 1962.

C'est une organisation intergouvernementale qui réunit aujourd'hui treize Etats membres du bassin méditerranéen (Albanie, Algérie, Egypte, Espagne, France, Grèce, Italie, Liban, Malte, Maroc, Portugal, Tunisie et Turquie).

Le CIHEAM se structure autour d'un secrétariat général situé à Paris et de quatre Instituts agronomiques méditerranéens (Bari, Chania, Montpellier et Saragosse).

Avec au cœur de son activité trois missions fondamentales (formation, recherche, coopération), le CIHEAM s'est progressivement imposé comme une référence dans ses domaines d'activité : l'agriculture, l'alimentation et le développement des territoires ruraux en Méditerranée.

A propos de l'Observatoire du CIHEAM

L'Observatoire méditerranéen du CIHEAM est un instrument d'analyse et de débat sur l'agriculture, le monde rural et l'alimentation en Méditerranée.

Les propos tenus dans les notes d'alerte et les notes d'analyse qui y sont publiées engagent la responsabilité de leurs auteurs, et en aucun cas celle du CIHEAM.

www.ciheam.org